

Rien n'a changé, alors ne lâchons rien !!!

Le 3 juin dans toutes les régions, nous étions plus nombreux dans les AG, en grève reconductible. Le mouvement s'amplifie et se durcit dans tous les secteurs professionnels. L'heure est à la généralisation des grèves et des blocages.

70 % de la population demande le retrait de la loi travail. A la SNCF Pépy avoue sa recherche du moins disant social pour tirer vers le bas les conditions de travail des cheminots.

L'absence de la CFDT et le renoncement de l'UNSA n'ont pas freiné la détermination des cheminots. A ce titre, direction et gouvernement seraient bien inspirés de répondre aux revendications plutôt qu'à passer leur temps dans des mises en scène visant à faire passer de fausses informations sur

des démissions, des chiffres de grévistes...

Les cheminots ont compris la fragilité de l'accord d'entreprise, tout le système dérogatoire qui l'accompagne et permet à tout moment à la direction de supprimer tout ou partie de leur réglementation.

La réalité c'est qu'à peine 40 % des trains circulent, c'est donc loin d'être fini comme aimerait le faire croire direction et syndicats qui versent dans la socio-traitrise »

Les fédérations représentants 70

% des cheminots et des travailleurs du rail appellent à poursuivre et amplifier le mouvement et réclament une réouverture des négociations sur la base d'un décret et d'une convention a minima à hauteur du RH00077.



Retrait de la Loi Travail

Décret Socle et Convention Collective Ferroviaire à hauteur du RH00077, s'ils veulent éviter l'embrasement !

Avec SUD-Rail depuis le 9 mars dans la grève, les cheminots refusent une remise en cause de leurs conditions de travail que les dirigeants SNCF jugent trop généreuses et réclament d'en faire la base de la réglementation du travail dans le secteur ferroviaire. C'est le seul moyen d'empêcher le dumping social, la généralisation de la concurrence et une remise en cause des règles sociales et de la sécurité !

A l'inverse l'UTP (dont la direction SNCF pèse 95% des salariés) syndicat patronal veut revoir à la baisse ces mêmes conditions sociales en les plaçant au niveau de ce qui se fait dans le privé et refuse

d'intégrer la réglementation des cheminots dans le décret socle et la convention collective ferroviaire

Les syndicats réformistes en accompagnant ce projet acceptent de rentrer dans une logique patronale de réduction des coûts et ouvrent la fenêtre à une remise en cause de nos organisations du travail, au simple motif d'une « santé » financière qui se détériore !

Cette « santé » là, pour la direction, la CFDT et l'UNSA, compte plus que celle de milliers de cheminots !

Le gouvernement et la Direction parlent de dialogue (social) ... Mais avec qui ?

Les rencontres bilatérales avec la direction de la SNCF se multiplient, loin des cheminots en AG et bien loin de leurs revendications. SUD-Rail n'est pas convié, et pour cause, nous refusons ces pratiques opaques et nous nous faisons un devoir d'informer les cheminots de chacune de nos rencontres.

Après l'envoi d'un courrier au Secrétaire d'état VIDALIES, pour être rapidement reçu afin de porter les revendications des grévistes, nous n'avons réitéré notre demande ce vendredi 03 juin, alors que la CGT, toujours dans la grève était reçue dans l'après-midi. Comme seule réaction d'un conseiller : « on vous répondra »... A l'évidence, dans ce petit microcosme, SUD-Rail fait tâche, mais surtout fait peur !



Loin de l'effet escompté, ce mépris des cheminots, nous galvanise : alors ne lâchons rien !